

À L'APPEL
DU COLLECTIF



8 MARS

JOURNÉE
INTERNATIONALE
DE LUTTE POUR LES

2026

DROITS DES FEMMES



14H VILLAGE ASSOCIATIF

15H DÉPART MANIFESTATION
LES ENFANTS SONT LES BIENVENU·ES !

LE 08/03/2026

PLACE DE JAUDE

CLERMONT-FERRAND

Avec les femmes du monde entier, pour les droits de toutes les femmes, manifestons le 8 mars !

Nous voulons l'abolition du système patriarcal responsable des oppressions subies par les femmes et les filles. De l'éducation donnée à nos enfants à l'égalité salariale, les changements doivent être systématiques pour parvenir à une organisation sociale défendant les droits des femmes et des filles. Se battre pour l'égalité, c'est renouer avec le progrès pour toutes et tous et parvenir à une société démocratique.

Nous sommes solidaires de toutes les femmes et les filles victimes du fascisme, du colonialisme, de génocides et de guerres et nous affirmons avec force que la France doit être une terre d'accueil pour elles.

En France, nos conditions de vie se dégradent :

- Stagnation des écarts salariaux femmes-hommes à 22% (jusqu'à 30% sur les pensions de retraite) ;
- 11% des femmes salariées sont concernées par une maladie liée à leur travail ;

- Des violences à tout âge (13 % des femmes victimes de violences sexuelles avaient moins de 18 ans, Gisèle Pélicot avait plus de 70 ans) ;
- Plus de 11 000 mineur·es sont victimes d'exploitation sexuelle. (l'âge moyen des victimes est de 15 ans) ;
- 100% des femmes subiront du harcèlement sexiste dans l'espace public ;
- Haussée des féminicides en 2024 (14) et 2025 (164) ;

- Etc, etc !
- Les droits des femmes sont fortement attaqués par les idées d'extrême droite. Le féminisme n'est pas compatible avec ces discours réactionnaires, liberticides et haineux. La montée du fascisme n'est pas une coïncidence mais un moyen pour le capitalisme de se maintenir dans une société qui réclame à corps et à cris plus de justice sociale.

Le rapport 2026 du Haut Conseil à l'Égalité sur l'état des lieux du sexism en France attire l'attention sur une dynamique préoccupante : certaines expressions de sexism hostile ne relèvent plus seulement de pratiques individuelles isolées, mais s'inscrivent dans des logiques d'adhésion et de

mobilisations idéologiques collectives. Le HCE indique que le sexism hostile est une menace d'ordre public et un enjeu de sécurité nationale.

Le sexism s'exerce conjointement avec le classisme, le racisme et l'islamophobie, le validisme, la transphobie et l'homophobie que subissent de nombreuses femmes et minorités de genre. A l'heure où les idées fascisantes sont aux portes du pouvoir, tous les échelons de l'Etat doivent intervenir.

Les autorités publiques doivent financer les associations de défense des droits des femmes à la hauteur de leurs besoins. Elles doivent mettre en place des politiques qui prennent en compte les études et constats étayés sur tous les impensés féminins. Elles doivent veiller à assurer un logement digne à toute femme, y compris aux femmes exilées. A ce sujet, notre collectif a interpellé la préfecture sans qu'elle daigne nous répondre sur les carences de sa politique de mise à l'abri. La précarité n'est pas un choix ! Nous soutenons l'adoption d'une loi cadre intégrale ambitieuse.

Les municipalités ont également leur rôle à jouer. Nous demandons :

- un soutien aux mères seules et une véritable politique de soutien matériel et financier aux associations ;
- La formation des agent·es de la collectivité aux problématiques des discriminations ;
- un aménagement des espaces publics favorable aux femmes, aux filles et aux enfants ;
- une sensibilisation féministe pour tous et toutes, quel que soit l'âge et notamment dans le périscolaire.

Nous appelons toutes les listes municipales à mettre l'enjeu des droits des femmes et des filles au cœur de leur programme !

Pour défendre nos droits, et en conquérir de nouveaux le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous appelons à la grève féministe (cessation de toute activité sur son lieu de travail, de tout travail domestique et de soins, de tout acte d'achats...) pour mettre à l'arrêt la société ! **Soyons nombreux·euses en manifestation !**